

2^e SESSION CRIMINELLE 2009 À SKIKDA

Le meurtrier de Naceri Moussa condamné à mort

B. H., 30 ans, accusé dans l'affaire d'homicide volontaire avec préméditation, a été condamné à mort par la cour d'assises, samedi, lors de sa 2^e session criminelle de l'année 2009, qui se tient au palais de justice du 16 mai au 24 juin, avec 52 affaires enrôlées.

Les faits remontent au 11 décembre 2008, au troisième jour de l'Aïd El-Adha. Informée par les éléments de l'unité républicaine de sécurité de Hamrouche-Hamoudi de la découverte d'un cadavre près du poste d'accès n°03 de la plateforme pétrochimique, la brigade de la Gendarmerie nationale de la commune de Hamadi-Krouma a immédiatement diligenté une enquête qui aboutira à la découverte de la pire des atrocités : le cadavre de N. M., 29 ans, travaillant comme cuisiner dans une société sous-traitant pour le compte de Terminal, au sein de la zone industrielle de Skikda, portait au total 17 coups assénés à l'aide d'une arme blanche, dont un au thorax et un autre au crâne.

L'exploitation des données a permis de découvrir que la victime et sa femme, B. H, 26

ans, ont reçu des menaces de mort de la part du meurtrier, un ancien prétendant de B. H. qui n'a jamais admis, selon les dépositions des témoins, des parents et amis du défunt, qui ont défilé à la barre, que cette femme se soit mariée avec un autre que lui. Une situation qui a déclenché une haine sans pareille du meurtrier à l'encontre des deux conjoints depuis qu'ils ont convolé en justes noces, le 15 octobre 2008.

A la barre, l'accusé a nié obstinément les faits qui lui sont reprochés. Les preuves accablantes découvertes dans sa propre demeure précipiteront sa perte. Trois d'entre elles méritent d'être mentionnées : un poignard avec des taches de sang, sa veste pleine de boue, deux objets découverts dans l'armoire de sa mère, et trois lettres rédigées de sa propre main, dont une relatait

le différend qui l'a opposé à sa première fiancée, la femme de la victime, tandis que les deux autres mettaient en relief un autre conflit avec sa deuxième fiancée, B. B.

Les déclarations contradictoires de la mère et de la sœur de l'accusé ont aggravé son cas. La première affirme que le poignard a été utilisé pour égorger le mouton de l'Aïd, alors que la deuxième nie l'avoir utilisé depuis l'Aïd 2007 ! Ce qui a apporté de l'eau au moulin de la partie civile.

Les témoins qui ont défilé à la barre, une quinzaine entre membres de sa famille, serveur de café, passagers, agents de sécurité, ont corroboré la thèse de la culpabilité de l'inculpé. Les menaces de mort prononcées par l'inculpé étaient récurrentes et ont été entendues par beaucoup de personnes, notamment par l'oncle paternel qui, faut-il le souligner, a apporté un éclairage empreint de sincérité et d'impartialité. «Si je ne me marie pas avec B. H., je les tuerai elle et son mari», ne cessait de dire B. H., selon les dépositions des

témoins. Il faut relever aussi les propos contradictoires des membres de sa famille, sa mère, deux sœurs et deux frères venus tour à tour à la barre, devant les enquêteurs et le juge d'instruction. La plaidoirie des deux avocats de la partie civile et le réquisitoire du procureur de la République abondaient dans le même sens, à savoir l'application de la peine de mort. Pour sa part, l'avocat de la défense a demandé l'acquittement de son mandant au motif que ce dernier n'avait aucune intention délictuelle ou criminelle.

A noter que tout au long de l'audition, l'accusé a eu tous les égards envers la justice. Il répondait à chacune des accusations qui étaient portées contre lui par les témoins et a eu même le «privilège» de rappeler au juge l'oubli d'appeler un des témoins, le cordonnier du village. Cela jusqu'au moment où il a été exclu de la salle pour perturbation lors du réquisitoire du représentant du ministère public.

Zaïd Zoheir

TIZI-OUZOU

Portes ouvertes sur le Croissant-Rouge algérien

Le Croissant-Rouge algérien, comité de wilaya, prend possession, pour 2 jours, de la maison de culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou avec l'exposition de ses activités, notamment celles portant sur la formation de secouristes et l'apprentissage féminin.

Le 1er volet totaliserait à son actif 2 200 secouristes répartis sur 20 communes, selon le président du comité de wilaya qui est reconduit dans ses fonctions jusqu'au conseil national qui se tiendra en juin prochain. Toujours dans ce domaine, le même responsable parle d'un stage de formation de 50 formateurs pour étendre et densifier le secourisme à travers la wilaya jusqu'au sein des entreprises. C'est ainsi que l'Office national d'assainissement vient de voir 15 de ses employés diplômés en secourisme. L'apprentissage se dispense au niveau de 4 centres regroupant entre 30 et 60 femmes et jeunes filles stagiaires, exception faite de celui de Tizi-Ouzou qui en compte 195, selon la responsable concernée, qui note, ces 2 dernières années, une baisse importante d'effectif pour des raisons qu'elle ne s'explique pas. La durée de la formation est de 9 à 18 mois en fonction des filières (la couture, la broderie, la coiffure, la peinture, l'informatique, l'alphabétisation) qui constituent l'essentiel des programmes de formation... Une journée d'étude, jeudi 14 mai, a été consacrée à la gestion des catastrophes avec le concours de l'APC de Tizi Rached, un spécialiste de l'université de Tizi-Ouzou et un autre du Croissant-Rouge national, indique M. Aït Hammadouche, signalant, par ailleurs, le passage d'une délégation de la Croix-Rouge espagnole qui envisage de financer un atelier de confection au niveau du centre communautaire d'apprentissage de Makouda et un atelier de couture à Aït Bouadou. Le comité de wilaya aurait également mené à bien durant les 3

mois d'hiver une opération au profit d'une trentaine de SDF, ajoute la même source qui déplore l'absence de toute forme de subvention depuis 3 ans, due sûrement aux nombreux tiraillements internes vécus par le Croissant-Rouge à tous les niveaux et qui subsistent encore.

En effet, face aux comités qui revêtent un caractère officiel, existent ceux qui contestent la légalité de leurs adversaires revendiquant le respect des statuts et règlements du Croissant-Rouge et qui se voient tolérés jusqu'aux prochaines assemblées générales de wilaya ou jusqu'aux décisions du prochain conseil national. C'est le cas de Tizi-Ouzou où le comité de wilaya attend le conseil national de juin prochain pour en découdre avec ses contestataires qui activent en parallèle aux comités locaux installés par ses soins. Ceux-ci seraient au nombre de 34 qui activent à des degrés divers au niveau de la wilaya, précise M. Hammadouche.

Notant que le comité de wilaya, installé depuis longtemps au niveau d'une crèche

de la Haute-Ville, exploité par ses soins avec l'accord de l'APC, est quasi SDF ; les locaux appartiennent à la commune de Tizi qui a tenté de l'en déloger à plusieurs reprises pendant que son propre siège est occupé, depuis 15 ans, par des sinistrés qui attendent d'être relogés. Là où il est actuellement, le comité de wilaya est assailli également par des indus occupants qui s'installent dans la durée à ses dépens. Ici et au sein de son ancien siège, des gens tenteraient même de construire des abris en dur au vu et au su de tout, signale avec dépit le président du comité de wilaya. Le vaste site de la crèche tarde à voir se concrétiser les promesses de Djamel Ould Abbès visant à créer un grand SAMU social de wilaya. Aux dernières nouvelles, ce projet se serait heurté au refus de l'APC de Tizi-Ouzou de se dessaisir au profit du ministère de la Solidarité nationale.

B. T.

BOGHNI

Azaghar ouest, un quartier livré à lui-même !

Situé pourtant juste à quelques encablures du chef-lieu de la daïra de Boghni sur la route nationale menant à Draâ-El-Mizan, le quartier Azaghar ouest demeure l'un des parents pauvres dans le développement local de cette circonscription.

En effet, les habitants sont toujours sans alimentation en eau potable ni réseau d'assainissement. Toutes les démarches des habitants effectuées jusque-là auprès des

différentes autorités locales qui se sont succédées sont restées vaines. «Faudrait-il que nous organisions des actions de protestation pour que nos problèmes soient pris en charge ?» s'interroge le doyen de ce quartier déshérité, M. Meziane Belaïboud.

Et d'ajouter : «Comment tolérer que plus d'une centaine d'habitants soient privés d'eau potable et de réseau d'assainissement et d'évacuation des eaux usées en 2009 ? Notre

attente est interminable !» Il y a lieu de rappeler que même l'électrification de cette agglomération ne s'est produite qu'il y a de cela quelques années. Aussi, les habitants ne comptent pas rester les bras croisés si cette situation perdure. Ils lancent, par conséquent, un vif appel aux autorités compétentes afin de trouver des solutions à leurs préoccupations.

Amayas Idir

MASCARA

Préparation de la campagne de prévention contre les feux de forêt

L'été sera chaud et l'on redoute particulièrement pour cette année les feux de broussailles qui prennent parfois de l'ampleur comme ce fut le cas il n'y a pas si longtemps sur les monts de Timixi. Jamais peut-être l'incendie qui s'était propagé n'avait mobilisé autant de moyens et il aura fallu aux sapeurs-pompiers une quinzaine de jours pour le circonscire. La végétation dense multiplie les risques d'incendie et cette année-ci l'on devra aussi faire face aux feux de récolte. Le conservateur des forêts de la wilaya de Mascara nous déclara que l'on en est aux derniers préparatifs pour le lancement de la campagne de prévention contre les feux de forêt. Elle est bien sûr destinée aux citoyens avant tout du monde rural et aux personnes de passage. Ce dispositif de prévention fonctionnera avec le concours des APC et des services des travaux publics et il sera opérationnel le 1er juin.

Les nombreux postes d'observation de la garde communale disséminés sur le territoire de la wilaya seront, eux, utiles pour signaler d'éventuels incendies. Le massif forestier de Mascara s'étend sur 90 ha environ et les forêts de Timixi, Nes Moth, Chorfa ainsi que celle de la Mare d'eau feront l'objet d'une surveillance particulière.

M. Meddeber

RELIZANE

Sept ans de prison ferme contre le receveur du bureau de poste de Yellel

Le tribunal criminel près la cour de Relizane a condamné, hier, le principal accusé à sept ans de prison ferme dans une affaire de détournement dans la poste de Yellel, a-t-on appris auprès de la cour de Relizane. L'affaire a commencé lorsque Sonelgaz a découvert que cinq millions de dinars manquaient à son compte, selon le procès d'accusation. Après enquête, il s'est avéré que l'auteur principal de ce détournement n'était autre que le receveur du bureau de poste de Yellel. Lors du procès, ce dernier n'a pas nié les faits qui lui étaient reprochés, en argumentant qu'il avait besoin de cette somme d'argent pour offrir des soins à ses deux enfants handicapés.

Après délibérations du jury, l'auteur a été condamné à une peine de sept années de prison ferme, en plus du remboursement de la somme détournée et d'une amende de 100 000 DA.

A. Rahmane